

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2022/32603]

17 JUNI 2022. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 december 2021 betreffende de fabricage van en de handel in voedingssupplementen die andere stoffen bevatten dan nutriënten en planten of plantenbereidingen

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 2021 betreffende de fabricage van en de handel in voedingssupplementen die andere stoffen bevatten dan nutriënten en planten of plantenbereidingen, artikel 4;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 december 2021 betreffende de fabricage van en de handel in voedingssupplementen die andere stoffen bevatten dan nutriënten en planten of plantenbereidingen;

Gelet op het advies van de Adviesraad inzake voedingsbeleid en gebruik van andere consumptieproducten, gegeven op 23 maart 2022;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 21 maart 2022;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie, op 10 mei 2017, met toepassing van artikel 5, lid 1, van richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op advies nr. 71.424/3 van de Raad van State, gegeven op 25 mei 2022, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het feit dat er een fout is gemaakt bij het opstellen van het ministerieel besluit van 22 december 2021 betreffende de fabricage van en de handel in voedingssupplementen die andere stoffen bevatten dan nutriënten en planten of plantenbereidingen betreffende het maximale luteïnegehalte en dat de waarde niet overeenkomt met wat aan de Europese Commissie is meegedeeld, is er reden om het ministerieel besluit te corrigeren,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage van het ministerieel besluit van 22 december 2021 betreffende de fabricage van en de handel in voedingssupplementen die andere stoffen bevatten dan nutriënten en planten of plantenbereidingen, worden de woorden "Maximum: 10 mg/dag" in de vermelding "Luteïne" vervangen door de woorden "Maximum: 20 mg/dag".

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 4 februari 2022.
Brussel, 17 juni 2022.

F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2022/32603]

17 JUIN 2022. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 décembre 2021 relatif à la fabrication et au commerce de compléments alimentaires contenant d'autres substances que des nutriments et des plantes ou des préparations des plantes

Le Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 29 août 2021 relatif à la fabrication et au commerce de compléments alimentaires contenant d'autres substances que des nutriments et des plantes ou des préparations de plantes, l'article 4;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2021 relatif à la fabrication et au commerce de compléments alimentaires contenant d'autres substances que des nutriments et des plantes ou des préparations de plantes;

Vu l'avis du Conseil consultatif en matière de politique alimentaire et d'utilisation d'autres produits de consommation, donné le 23 mars 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mars 2022;

Vu la communication à la Commission européenne, le 10 mai 2017, en application de l'article 5, paragraphe 1^{er}, de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Vu l'avis n° 71.424/3 du Conseil d'État, donné le 25 mai 2022, en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il y a eu une erreur lors de la rédaction de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2021 relatif à la fabrication et au commerce de compléments alimentaires contenant d'autres substances que des nutriments et des plantes ou des préparations de plantes concernant la teneur maximale en lutéine et que la valeur ne correspond pas à ce qui a été notifié à la Commission européenne, il y a lieu de corriger l'arrêté ministériel,

Arrête :

Article 1^{er}. À l'annexe de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2021 relatif à la fabrication et au commerce de compléments alimentaires contenant d'autres substances que des nutriments et des plantes ou des préparations des plantes, à l'entrée « Lutéine », les mots « Maximum : 10 mg/jour » sont remplacés par les mots « Maximum : 20 mg/jour ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 4 février 2022.
Bruxelles, le 17 juin 2022.

F. VANDENBROUCKE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/15194]

9 JUIN 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée ;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, tel que modifié ;

Vu le décret du 19 novembre 2015 portant assentiment au protocole d'accord entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire francophone en matière de gratuité des détachements dans les cabinets ministériels ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'énergie en Région wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juin 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juin 2022 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, §§ 1^{er} et 2 ;

Vu l'urgence ;

Considérant la nécessité s'imposant d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des cabinets ministériels du Gouvernement wallon ;

Sur la proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La section 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC est modifiée comme suit :

« Section 12 – Collaborateurs des Ministres sortis de charge

Art. 45. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par :

1° Gouvernement sortant : Gouvernement de la législature précédente ;

2° Gouvernement en fonction : Gouvernement actuellement au pouvoir ;

3° Ministre(s) sorti(s) de charge : Membre(s) du Gouvernement sortant, n'exerçant plus de mandat ministériel, ni la fonction de Président d'assemblée, et ayant été en fonction pendant deux ans ou plus ;

4° Ministre-Président : Le Ministre-Président du Gouvernement en fonction.

Art. 46. § 1^{er}. Un agent à temps plein ou deux agents à mi-temps peuvent être désignés ou détachés auprès de chaque Ministre sorti de charge pour une période prenant cours à la date de la fin de fonction de ce dernier.

Ces agents sont dénommés ci-après « les collaborateurs de Ministre sorti de charge ».

§ 2. Le Ministre sorti de charge, qui était membre de plusieurs Gouvernements, ne peut bénéficier de collaborateurs de Ministre sorti de charge qu'auprès d'un seul Gouvernement.

Art. 47. § 1^{er}. Les collaborateurs des Ministres sortis de charge sont désignés ou détachés par le Ministre-Président, sur proposition du Ministre sorti de charge.

§ 2. Ils sont placés sous l'autorité hiérarchique du Ministre sorti de charge. La gestion administrative de leur dossier est confiée au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au contrôle interne des Cabinets ministériels (SePAC).

Art. 48. Les collaborateurs des Ministres sortis de charge ont soit le grade de niveau 1, soit le grade de collaborateur.

Art. 49. § 1^{er}. La durée de la désignation ou du détachement des collaborateurs de Ministre sorti de charge est de deux ans.

§ 2. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période visée au § 1^{er}, l'exercice ininterrompu de mandats ministériels au sein d'un ou de plusieurs Gouvernements de quelque niveau de pouvoir que ce soit.

Art. 50. § 1^{er}. La rémunération octroyée aux collaborateurs des Ministres sortis de charge désignés est basée sur les barèmes de rémunération applicables au Service public de Wallonie, et est fixée comme suit :

- pour les agents de niveau 1, l'échelle de rémunération A5 ;

- pour les collaborateurs de niveau 2+, l'échelle de rémunération B2 ;

- pour les collaborateurs de niveau 2, l'échelle de rémunération C2.

Le grade comme l'ancienneté réelle seront établis et valorisés conformément aux règles applicables au sein de l'administration wallonne, sur la base d'un curriculum vitae actualisé et d'une ou plusieurs attestations de services antérieurs.

§ 2. Il est alloué aux collaborateurs des Ministres sortis de charge détachés une indemnité équivalente à l'allocation annuelle de cabinet, fixée comme suit à l'index 138,01 :

- pour les agents de niveau 1, à un montant compris entre 3.402,84 € et 6.465,39 € ;

- pour les collaborateurs, à un montant compris entre 2.381,99 € et 4.423,69 €.

§ 3. Les collaborateurs des Ministres sortis de charge ne peuvent bénéficier de majoration, d'indemnité, d'abonnement, de contre-valeur financière, de chèques-repas, d'allocation forfaitaire de départ, de frais ou de remboursements quelconques.

Art. 50/1. La résidence administrative des collaborateurs des Ministres sortis de charge est fixée au domicile du Ministre sorti de charge.

Art. 50/2. Les collaborateurs de Ministre sorti de charge exercent des missions en lien avec les anciennes fonctions ministérielles des Ministres sortis de charge, et assurent, plus particulièrement, le suivi et la clôture des activités liées au mandat ministériel.

Art. 50/3. § 1^{er}. Le Ministre-Président met fin à la désignation ou au détachement des collaborateurs des Ministres sortis de charge au plus tard à la fin de la période visée à l'article 49, § 1^{er}.

§ 2. Le Ministre sorti de charge peut communiquer au Ministre-Président sa volonté de mettre fin, de manière anticipée, à la désignation ou au détachement du collaborateur du Ministre sorti de charge, moyennant le respect de la procédure de fin de fonction prévue par la circulaire du Gouvernement wallon du 3 octobre 2019 fixant les procédures relatives au fonctionnement des Cabinets ministériels, du Secrétariat du gouvernement et du SePAC.

Art. 50/4. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 46, les Ministres sortis de charge continuent de bénéficier des collaborateurs de Ministre sorti de charge mis à leur disposition avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Par dérogation à l'article 49, la durée de la mise à disposition des collaborateurs des Ministres sortis de charge mis à leur disposition avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est calculée au prorata de la durée du mandat ministériel exercé par le Ministre sorti de charge, sans pouvoir être supérieure à cinq ans.

§ 3. Dans l'hypothèse d'une fin de fonction anticipée, les collaborateurs des Ministres sortis de charge visés au paragraphe 1^{er} ne pourront pas être remplacés. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 9 juin 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/15194]

9. JUNI 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 19. November 2015 zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen zwischen der Wallonischen Regierung, der Französischen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission über die kostenlose Abordnung von Bediensteten in die ministeriellen Kabinette;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region und der Wallonischen Kommission für Energie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC);

Aufgrund des am 7. Juni 2022 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Juni 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 §§ 1 und 2;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Tätigkeiten der ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung unverzüglich sicherzustellen;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Abschnitt 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC) wird wie folgt abgeändert:

"Abschnitt 12 - Mitarbeiter der aus dem Amt geschiedenen Minister

Art. 45 - Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1° Scheidende Regierung: Regierung der vorherigen Legislaturperiode;

2° Amtierende Regierung: Regierung, die derzeit an der Macht ist;

3° Aus dem Amt geschiedende(r) Minister: Mitglied(er) der ausscheidenden Regierung, das bzw. die kein Ministeramt mehr ausüben, nicht mehr Präsident einer Versammlung sind und zwei Jahre oder länger im Amt waren;

4° Ministerpräsident: Ministerpräsident der amtierenden Regierung.

Art. 46 - § 1. Ein Vollzeitbediensteter oder zwei Halbzeitbedienstete können für jeden aus dem Amt geschiedenen Minister für einen Zeitraum, der mit dem Datum des Ausscheidens des Ministers aus dem Amt beginnt, benannt oder zu ihm abgeordnet werden.

Diese Bediensteten werden im Folgenden als "Mitarbeiter des aus dem Amt geschiedenen Ministers" bezeichnet.

§ 2. Dem aus dem Amt geschiedenen Minister, der Mitglied mehrerer Regierungen war, können nur aus einer einzigen Regierung Mitarbeiter des aus dem Amt geschiedenen Ministers zugewiesen werden.

Art. 47 - § 1. Die Mitarbeiter des aus dem Amt geschiedenen Ministers werden durch den Ministerpräsidenten auf Vorschlag des aus dem Amt geschiedenen Ministers benannt oder abgeordnet.

§ 2. Sie werden unter die hierarchische Aufsicht des aus dem Amt scheidenden Ministers gestellt. Die Verwaltung ihrer Akte wird dem Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC) anvertraut.

Art. 48 - Die Mitarbeiter der aus dem Amt geschiedenen Minister haben entweder den Dienstgrad der Stufe 1 oder den Dienstgrad eines Mitarbeiters.

Art. 49 - § 1. Die Dauer der Benennung oder Abordnung der Mitarbeiter eines aus dem Amt geschiedenen Ministers beträgt zwei Jahre.

§ 2. Für die Bestimmung des in § 1 erwähnten Zeitraums wird die ununterbrochene Ausübung von ministeriellen Mandaten innerhalb einer oder mehrerer Regierungen berücksichtigt, ungeachtet der Befugnisebene.

Art. 50 - § 1. Die Vergütung, die den benannten Mitarbeitern der aus dem Amt geschiedenen Minister gewährt wird, basiert auf den für den Öffentlichen Dienst der Wallonie geltenden Gehaltstabellen und wird wie folgt festgelegt:

- Für die Bediensteten der Stufe 1, die Gehaltstabelle A5;

- Für die Mitarbeiter der Stufe 2+, die Gehaltstabelle B2;

- Für die Mitarbeiter der Stufe 2, die Gehaltstabelle C2.

Der Dienstgrad wie auch das tatsächliche Dienstalter werden gemäß den in der wallonischen Verwaltung geltenden Regeln auf der Grundlage eines aktualisierten Lebenslaufs und einer oder mehrerer Bescheinigungen über frühere Dienste festgestellt und berücksichtigt.

§ 2 Den abgeordneten Mitarbeitern der aus dem Amt geschiedenen Minister wird eine Entschädigung in Höhe der jährlichen Kabinettszulage gewährt, die wie folgt unter Berücksichtigung des Indexes 138,01 festgelegt wird:

- für die Bediensteten der Stufe 1 ein Betrag zwischen 3.402,84 € und 6.465,39 €;

- für die Mitarbeiter ein Betrag zwischen 2.381,99 € und 4.423,69 €.

§ 3. Die Mitarbeiter der aus dem Amt geschiedenen Minister dürfen keine Erhöhungen, Entschädigungen, Abonnements, finanziellen Gegenwerte, Mahlzeitschecks, pauschale Abgangsentzündigungen, Spesen oder Erstattungen irgendwelcher Art erhalten.

Art. 50/1 - Der Amtssitz der Mitarbeiter der aus dem Amt geschiedenen Minister wird am Wohnsitz des aus dem Amt geschiedenen Ministers festgelegt.

Art. 50/2 - Die Mitarbeiter des aus dem Amt geschiedenen Ministers nehmen Aufgaben wahr, die mit den früheren ministeriellen Funktionen des aus dem Amt geschiedenen Ministers in Zusammenhang stehen, und gewährleisten insbesondere die Überwachung und den Abschluss der mit dem ministeriellen Mandat verbundenen Tätigkeiten.

Art. 50/3 - § 1. Der Ministerpräsident beendet die Benennung oder Abordnung der Mitarbeiter der aus dem Amt geschiedenen Minister spätestens am Ende des in Artikel 49 § 1 genannten Zeitraums.

§ 2. Der aus dem Amt geschiedene Minister kann dem Ministerpräsidenten seinen Willen mitteilen, die Benennung oder Abordnung des Mitarbeiters des aus dem Amt geschiedenen Ministers vorzeitig zu beenden, unter Einhaltung des Verfahrens zur Beendigung des Amtes, das im Rundschreiben der Wallonischen Regierung vom 3. Oktober 2019 zur Festlegung der Verfahren in Bezug auf die Arbeitsweise der ministeriellen Kabinette, die Akteure bei der Verwaltung der ministeriellen Kabinette, das Sekretariat der Regierung und das SePAC vorgesehen ist.

Art. 50/4 - § 1. Abweichend von Artikel 46 bleiben den aus dem Amt geschiedenen Ministern die Mitarbeiter des aus dem Amt geschiedenen Ministers, die ihnen vor dem Inkrafttreten dieses Erlasses zur Verfügung gestellt wurden, weiterhin erhalten.

§ 2. Abweichend von Artikel 49 wird die Dauer der Bereitstellung der Mitarbeiter der aus dem Amt geschiedenen Minister, die ihnen vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zur Verfügung gestellt wurden, im Verhältnis zur Dauer des vom aus dem Amt geschiedenen Minister ausgeübten ministeriellen Mandats berechnet, ohne jedoch fünf Jahre überschreiten zu dürfen.

§ 3. Im Falle eines vorzeitigen Ausscheidens aus dem Amt dürfen die in Absatz 1 genannten Mitarbeiter der aus dem Amt geschiedenen Minister nicht ersetzt werden."

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt 10 Tage nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.
Namur, den 9. Juni 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft,
Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/15194]

9 JUNI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC"

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 19 november 2015 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie inzake kosteloze detacheringen in de ministeriële kabinetten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst en de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Commissie voor Energie) van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juni 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 juni 2022;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §§ 1 en 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de continuïteit van de werking van de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering onverwijld gewaarborgd dient te worden;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Afdeling 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC" wordt gewijzigd als volgt;

"Afdeling 12 – Medewerkers van de uittredende Ministers

Art. 45. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

1° aftredende Regering : Regering van de vorige legislatuur;

2° huidige Regering: Regering die momenteel aan de macht is;

3° uittredende Minister(s): Lid(leden) van de aftredende Regering, dat(die) geen ministerieel mandaat meer bekleedt(bekleden), noch het ambt van voorzitter van een vergadering, en die tijdens twee jaar of meer in functie is(zijn) geweest;

4° Minister-President : De Minister-President van de huidige Regering.

Art. 46. § 1. Bij iedere uittredende Minister, kunnen één voltijds personeelslid of twee halftijdse personeelsleden worden aangewezen of gedetacheerd voor een periode die aanvangt op de datum waarop de ambtsvervulling van de Minister wordt beëindigd.

Deze personeelsleden worden hierna aangeduid als "de medewerkers van een uittredende Minister".

§ 2. De uittredende Minister die lid was van verschillende Regeringen, kan slechts bij één Regering over medewerkers van een uittredende Minister beschikken.

Art. 47. § 1. De medewerkers van de uittredende Ministers worden aangewezen of gedetacheerd door de Minister-President op voorstel van de uittredende Minister.

§ 2. Zij worden onder het hiërarchisch gezag geplaatst van de uittredende Minister. Het administratieve beheer van hun dossier is toevertrouwd aan het "Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au contrôle interne des Cabinets ministériels (SePAC)" (Secretariaat voor bijstand bij intern beheer en controle van de ministeriële kabinetten).

Art. 48. De medewerkers van de uittredende Ministers hebben hetzij de graad van niveau 1, hetzij de graad van medewerker.

Art. 49. § 1. De duur van de aanstelling of de detachering van de medewerkers van een uittredende Minister bedraagt twee jaar.

§ 2. Voor de vaststelling van de in § 1 bedoelde periode wordt rekening gehouden met de ononderbroken uitoefening van ministeriële mandaten binnen een of meerdere Regeringen op enig machtsniveau.

Art. 50. § 1. De bezoldiging van de medewerkers van de uittredende Ministers is gebaseerd op de bezoldigingsschalen die van toepassing zijn op de Waalse overheidsdienst, en wordt als volgt vastgesteld:

- voor personeelsleden van niveau 1, de salarisschaal A5;
- voor de medewerkers van niveau 2+, de salarisschaal B2;
- voor de medewerkers van niveau 2, de salarisschaal C2.

De graad en de werkelijke anciënniteit worden vastgesteld en gewaardeerd volgens de regels die van toepassing zijn binnen de Waalse administratie, op basis van een bijgewerkt curriculum vitae en een of meerdere getuigschriften van vroegere diensten.

§ 2. Aan de gedetacheerde medewerkers van de uittredende Ministers wordt een vergoeding toegekend die gelijk is aan de jaarlijkse kabinetsvergoeding, die als volgt wordt vastgesteld op index 138.01:

- voor de personeelsleden van niveau 1, 3.402,84 € en 6.465,39 €;
- voor de medewerkers, tussen 2.381,99 € en 4.423,69 €.

§ 3. De medewerkers van de uittredende Ministers hebben geen recht op een verhoging, een vergoeding, een abonnement, een financiële tegenwaarde, maaltijdcheques, een vaste vertrekvergoeding, een onkostenvergoeding of terugbetalingen van welke aard ook

Art. 50/1. De administratieve standplaats van de medewerkers van de uittredende Ministers wordt vastgesteld op de woonplaats van de uittredende Minister.

Art. 50/2. De medewerkers van de uittredende Ministers oefenen opdrachten uit die verband houden met de vroegere ministeriële functies van de ministers die hun ambt hebben neergelegd, en meer bepaald zorgen zij voor de follow-up en de afsluiting van de activiteiten in verband met het ministerieel mandaat.

Art. 50/3. § 1. De Minister-President beëindigt de aanwijzing of de detachering van de medewerkers van de uittredende Ministers uiterlijk bij het verstrijken van de in artikel 49, § 1 bedoelde periode.

§ 2. De uittredende Minister kan de Minister-President op de hoogte brengen van zijn wens om de aanwijzing of de detachering van de medewerker van de Minister die zijn ambt heeft neergelegd, bij voorbaat te beëindigen, op voorwaarde dat de procedure voor de beëindiging van het ambt wordt nageleefd die is bepaald in de omzendbrief van de Waalse Regering van 3 oktober 2019 tot vastlegging van de procedures betreffende de werking van de ministeriële kabinetten.

Art. 50/4. § 1. In afwijking van artikel 46 blijven de uittredende Ministers beschikken over de medewerkers van uittredende Ministers die voor de inwerkingtreding van dit besluit te hunner beschikking werden gesteld.

§ 2. In afwijking van artikel 49 wordt de duur van de terbeschikkingstelling van de medewerkers van de uittredende Ministers die vóór de inwerkingtreding van dit besluit te hunner beschikking werden gesteld, berekend naar evenredigheid van de duur van het door de uittredende Minister uitgeoefende ministeriële mandaat, zonder dat deze duur langer kan zijn dan vijf jaar.

§ 3. In geval van voortijdige beëindiging van het ambt kunnen de in paragraaf 1 bedoelde medewerkers van de uittredende Ministers niet worden vervangen. "

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 9 juni 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Veerkracht,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER